

# Experts tués au Congo : la thèse officielle incohérente

**L**e 12 mars 2017, Michael Sharp et Zaida Catalán étaient exécutés dans le Kasai-Central, région en pleine insurrection. Ces deux enquêteurs des Nations unies se rendaient sur le lieu d'exactions qui auraient été commises par l'armée congolaise, près de Bukonde.

Un procès s'est ouvert en juin pour deux prévenus. L'ONU a présenté le rapport d'une commission d'enquête le 17 août dernier. Celui-ci accable les défunts, pointant leur inexpérience, leur violation des règles élémentaires de sécurité, leur refus d'une escorte armée.

Le groupe d'experts sur la RDC pour lequel travaillaient Sharp et Catalán suggère, de son côté, une responsabilité pos-

sible des forces de sécurité congolaises dans ce « *guet-apens* », ce meurtre « *prémédité* », cet « *assassinat* ». Et si l'ONU « *se félicite de la bonne coopération* » des autorités congolaises avec le FBI et la police suédoise, l'ONG Human Rights Watch ne peut, elle, « *se fier à la RDC pour retrouver les tueurs, dans la mesure où les forces de sécurité congolaises sont responsables des massacres* ».

De nombreuses incohérences émaillent la version congolaise des faits et Nikki Haley, la représentante permanente américaine à l'ONU, ne veut donc pas en rester là : « *Le meurtre d'experts de l'ONU ne peut finir en procédure bureaucratique.* » ■

## Les cadavres encombrants des deux experts de l'ONU

RD CONGO Des témoignages mettent en cause les forces de sécurité de Kinshasa

► Michael Sharp et Zaida Catalán ont été massacrés en mars dans le Kasai.

► Une commission d'enquête des Nations unies a pointé leur inexpérience et leur témérité.

► La région est en proie à une sanglante insurrection.

RECIT  
NEW YORK  
DE NOTRE CORRESPONDANT

**M**ichael Sharp et Zaida Catalán avaient préféré laisser leurs ordinateurs à la guest house de Kananga. Afin de voyager léger et limiter les risques en cas de mauvaise rencontre dans cette région en pleine insurrection du Kasai central, en République démocratique du Congo (RDC). Ils emportaient pour tout bagage un appareil photo, deux téléphones portables chacun, avant d'enfourcher deux mobylettes conduites par des autochtones, tandis qu'un guide-interprète les précédait sur une troisième monture.

Le 12 mars 2017, les deux jeunes enquêteurs, l'un américain, l'autre suédoise, mandatés

par le Conseil de sécurité des Nations unies, savent qu'ils partent en terrain hostile, pour une investigation périlleuse sur des rumeurs de charniers, seuls vestiges d'atrocités perpétrées contre les populations locales. Rendez-vous est pris avec des rebelles kamui-na nsapu, qui leur désigneront le lieu des exactions commises par l'armée congolaise. Ce sera l'affaire d'une journée, le temps d'un aller-retour jusqu'à Bukonde, à 65 km de là.

**Un coup de feu claque...**

L'ambiance, à Kananga, est délétère. Les tueries perpétrées sous le couvert de la jungle sont « *si terribles que même les oiseaux ont cessé de chanter* », a confié peu auparavant un vieil homme à Médecins sans Fron-

tières (MSF). En Suède, la sœur de Zaida Catalán reçoit un appel depuis le portable de cette dernière. Mais ce n'est pas Zaida qui parle, plutôt des voix s'exprimant dans un dialecte inconnu. L'alerte est déclenchée.

Selon des informations recueillies par *Le Soir* auprès de sources indépendantes proches de l'enquête, Sharp et Catalán ont atteint Bukonde ce jour-là. « *Ils ont probablement été stoppés sur le chemin du retour* », confie une de ces sources, sous couvert d'anonymat. Leur calvaire sera éventé au bout de plusieurs jours : des « *témoins* » révèlent leur mort aux mains de miliciens kamui-na nsapu. Une vidéo téléchargée sur un téléphone portable, longue de six minutes, montre Sharp et Catalán marcher pieds nus dans la forêt, entourés d'une douzaine de miliciens au bandana rouge, un symbole emblématique de la gué-

rilla. Michael Sharp proteste. Après quelques conciliabules

hors champ, les otages sont sommés de s'asseoir, en français. Un coup de feu claque. Sharp, touché à bout portant, en pleine poitrine, s'affale, tué net. Catalán pousse un cri, tente de s'enfuir, pour être fauchée de deux balles dans le dos.

Leurs bourreaux parachèvent le « *travail* » d'une balle dans la tête, puis l'un des commanditaires ordonne à ses hommes de décapiter la jeune femme, puis de « *dégager vite d'ici* ». Les corps suppliciés, incomplets, seront retrouvés deux semaines plus tard dans une fosse commune creusée à la hâte, près du hameau de Moyo Musuila. Dans le village déserté, les enquêteurs retrouveront des restes humains dans un « *tshiota* », le site d'un feu sacré, où un semblant de rituel semble avoir été pratiqué.

**Rapport stupéfiant**

Agés de 34 et 36 ans, Sharp et Catalán connaissaient les risques. Le premier arpenterait l'Afrique centrale depuis cinq ans et assurait la coordination du groupe d'enquêteurs en sa qualité d'expert ès groupes armés. Région riche en diamants, traditionnellement hostile à Kinshasa, les trois provinces du

Kasaï sont en proie à une sanglante insurrection depuis qu'un chef tribal, Kamuina Nsapu, a été abattu par des soldats gouvernementaux, le 12 août 2016. Les exactions auraient depuis coûté la vie à quelque 3000 personnes et jeté 1,4 million de réfugiés sur les routes.

Plusieurs suspects ont été arrêtés par les autorités congolaises. Un procès s'est ouvert en juin pour deux prévenus. L'ONU, quant à elle, a présenté

le rapport d'une commission d'enquête le 17 août dernier. Sans mandat d'investigation criminelle, celle-ci accable les défunts, pointant leur inexpérience, leur violation des règles élémentaires de sécurité, leur refus d'une escorte armée. « Les enquêteurs tiennent à leur indépendance, objecte Jason Stearns, du Groupe d'études sur le Congo. En outre, aucun observateur étranger n'avait jamais été attaqué jusqu'ici dans les Kasaï. » Le groupe d'experts sur la RDC pour lequel travaillaient Sharp et Catalan suggère, de son côté, une responsabilité possible

des forces de sécurité congolaises dans ce « guet-apens », ce meurtre « prémédité », cet « assassinat ».

La pusillanimité de l'ONU, qui se « félicite » par ailleurs de la « bonne coopération » des autorités congolaises avec le FBI et la police suédoise saisis de l'affaire, laisse pantois. « Le meurtre d'experts de l'ONU ne peut finir en procédure bureaucratique », s'emporte Nikki Haley, la représentante permanente américaine à l'ONU, qui ne veut y voir qu'une « première étape », avant d'identifier les coupables. « Nous ne pouvons nous fier à la République démocratique du Congo pour retrouver les tueurs, dans la mesure où les forces de sécurité congolaises sont responsables des massacres », renchérit Louis Charbonneau, de l'ONG Human Rights Watch.

## Incohérences

De nombreuses incohérences, en effet, émaillent la version congolaise des faits. Les coupables présumés sont certes aisément reconnaissables à leurs

bandanas. Ces couvre-chefs sont confectionnés artisanalement, « présentant de nombreuses variantes textiles et chromatiques », analyse cet autre rapport présenté à New York. Trop tard pour deux jeunes enquêteurs, proies faciles dans une guerre atroce et oubliée. ■

MAURIN PICARD

**CALENDRIER POLITIQUE**

**Un nouvel envoyé spécial régional**

Les quinze dirigeants et chefs d'Etat de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ont décidé à leur tour de désigner un envoyé spécial de l'organisation pour la République démocratique du Congo. Cet envoyé spécial, qui devrait être un ancien chef d'Etat, aura notamment pour mission de « suivre le processus électoral ». La SADC a aussi demandé à la Céni (la Commission électorale nationale indépendante congolaise) de publier « dès que possible » le calendrier électoral révisé. (afp)

bandanas. Ces couvre-chefs sont confectionnés artisanalement, « présentant de nombreuses variantes textiles et chromatiques », analyse cet autre rapport présenté à New York. Trop tard pour deux jeunes enquêteurs, proies faciles dans une guerre atroce et oubliée. ■

Le 25 juillet, l'ONU avait par ailleurs accusé le gouvernement congolais de responsabilité directe dans les multiples charniers du Kasaï. « Au 30 juin 2017, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a identifié un total de 42 charniers dans ces trois provinces du Kasaï, la plupart desquels ont été creusés par

